hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

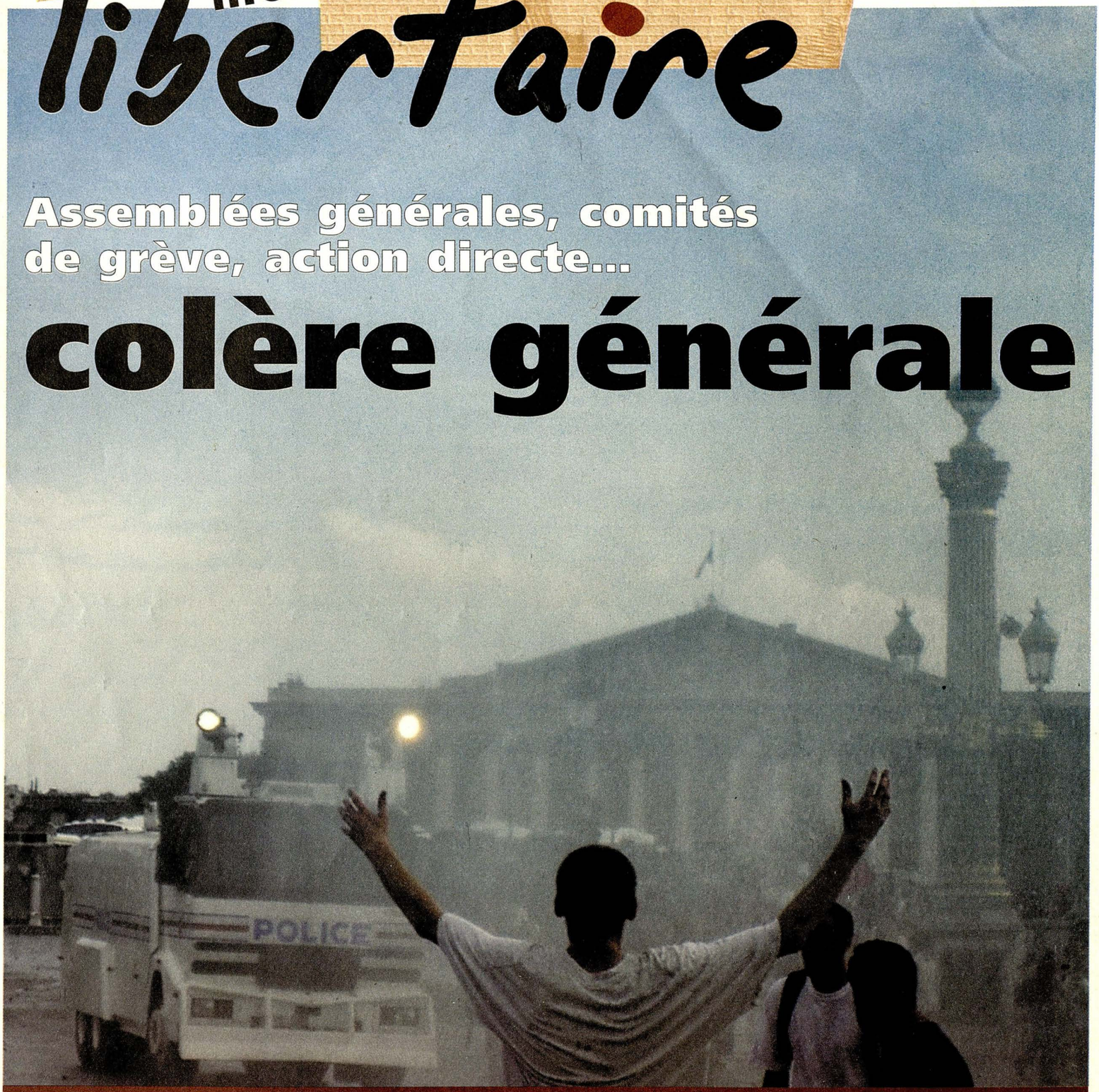
le monde libertaire

gratuit

hebdo n° 1324 bis, jeudi 12 juin 2003

Assemblées générales, comités de grève, action directe...

colère générale



édition spéciale

face à la répression, intensifions nos luttes !

Construisons la grève générale !

Le mouvement social actuel, avant de devenir massif, fut impulsé par les maîtres d'internat-surveillants d'externat (MI-SE), les aides-éducateurs et les emplois-jeunes. Le conflit, entamé en octobre 2002, trouva un souffle nouveau lorsque l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale réagirent à la loi sur la décentralisation (plan Ferry).

Puis, l'annonce du plan Fillon mobilisa plus largement encore. Elle entraîna la jonction de la lutte avec le secteur privé, et avec une dimension interprofessionnelle. La décentralisation de l'État, initiée par la gauche en 1983, et la casse du service public répondent à une maximisation des profits, voulue par le capital. Elle passe par l'abaissement du coût global du travail (licenciements, précarité, flexibilité) et la recherche de nouvelles sources de profits à des fins de spéculation (privatisation des services publics, remise en cause des retraites et de la protection sociale)

Parallèlement à cela, les gouvernements successifs ont adopté des dispositifs sécuritaires (loi sur la sécurité quotidienne et loi sur la sécurité intérieure) dont les travailleurs et les travailleuses en lutte subissent les effets de plein fouet. Face à la répression, l'entraide et la solidarité doivent être nos réponses.

Malgré la montée en puissance du mouvement et la généralisation de la grève reconductible, les directions syndicales n'ont pas entendu les attentes des salariés en lutte : pas d'appel à la grève générale, journées d'action éparses. Sur le fond même, les trahisons attendues et l'absence de positions lisibles des confédérations majoritaires sont les éléments supplémentaires qui freinent les dynamiques de lutte. D'autre part, toujours soucieux de préserver les intérêts du patronat et de l'État, les médias après avoir les avoir tues, minorent maintenant les mobilisations.

L'effervescence du mouvement a permis des liens entre différentes catégories de personnels, la mise en cause de la hiérarchie syndicale, la volonté d'échanger de l'information, l'émergence de créativité solidaire, des actes de désobéissance et, surtout, la constitution et la pérennisation d'assemblées générales et de comités de grève souverains. C'est ce type de pratique libertaire qui a seul permis la continuité de la mobilisation.

Quelles que soient les concessions qui seraient faites par l'État, la logique capitaliste sera toujours à l'œuvre, comme cela se passe aussi dans d'autres pays (Autriche, Allemagne, Portugal, etc.). Seule la grève générale autogestionnaire et l'extension du conflit, y compris en dehors du monde du travail, permettront non seulement de mettre à bas les plans patronaux et gouvernementaux, mais aussi d'ouvrir les perspectives d'une autre société.

Les militant-e-s de le Fédération anarchiste investi-e-s dans les luttes sociales en cours appellent :

– à intensifier et étendre le mouvement sur des bases autogestionnaires ;

– à généraliser la grève interprofessionnelle public-privé ;

– à construire les bases d'une société libertaire fondée sur le partage égalitaire des richesses dans une optique émancipatrice qui passe par l'abolition du salariat et du capitalisme.

Motion adoptée à l'unanimité du 60e Congrès de la Fédération anarchiste à Besançon, le 9 juin 2003

Carré d'agneau et tête de veau

On a très peu dit que la tête de manif, mardi entre Bastille et Concorde, derriere « le carré de tête », était menée par l'Unsa avec surtout l'Unsa-police, qui défilait en premier dans leur cortège et en nombre, portant un tee-shirt : « on est des poulets mais pas des pigeons ». Voila un beau symbole: les flics ouvrant une manifestation de travailleurs. On ne pouvait alors pas attendre autre chose pour la fin de la manif.

Monsieur Frédéric

Autocollant et affiche disponibles à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11e (de 14h00 à 19h30).

SUD proteste

Il semble que le gouvernement, tout en prétendant « négocier », joue le jeu de la répression (et les évènements du 10 juin au soir à Paris ne sont que la suite de diverses violences policières, constatées depuis quelques temps déjà, lors de diverses manifestations, notamment à la Réunion) à l'encontre des grévistes et manifestants. Une telle attitude est inacceptable, le gouvernement prend une lourde responsabilité en agissant de la sorte, dans un climat social déjà très tendu et d'incertitude par rapport au déroulement du baccalauréat. La fédération des syndicats SUD Éducation exige la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées, et l'abandon de toutes poursuites à leur encontre.
Face à une telle conception du dialogue social il demeure évident que seule la poursuite de la grève et des actions permettra de faire entendre nos revendications. Et si le gouvernement ne veut pas entendre, nous nous exprimerons plus fort dans les jours qui viennent.

SUD Éducation

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Abonnez-vous !

4 mois (16 numéros), 20 €

Nom Prénom

Adresse Code postal Ville

À retourner au *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Chèque à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin.

Editorial

« La CGT a l'ambition et la ferme volonté d'être un syndicat qui construit des solidarités entre tous les salariés... ». Thibault-des-croisades de la sacro-sainte négociation, tu crois à ce que tu dis? Pas très net, le fait de détourner les manifestants de la place de la Concorde – lieu d'arrivée initial de la manif parisienne. Les forces de l'ordre républicain avaient-elles besoin du concours du service d'ordre confédéral? Solidarité, oui mais avec les sinistres guignols de l'Assemblée nationale qui jouent une macabre pantomime avec nos retraites. Résultat des courses: des milliers de grévistes ont tout de même tenu à s'approprier la place de l'obélisque; se sont fait gazer; poursuivre rue de la Paix (sans même ruiner une vitrine de bijoutier, mauvais casseurs!); se sont fait taper; et une cinquantaine d'entre eux interpeller.

C'est un vrai métier, le réformisme. À force de renier les principes de base du syndicalisme encore inscrits dans les statuts de la vieille conf', te v'là – comme tes collègues des autres centrales – suspendu aux subventions de l'État et du patronat pour nourrir une armée de permanents.

Et puis, faute de projet alternatif à cette société, t'en arrive à n'avoir plus de projet du tout. Si ce n'est de servir une alternative politicienne. Mais la gauche s'est salement grillée ces dernières années. D'autant plus qu'elle a mis en œuvre une politique néolibérale poursuivie à l'identique par le pouvoir actuel.

Alors vrai! Comme l'avoue le « camarade » Blondel, une grève générale, c'est fait pour renverser le pouvoir. Et comme de bien entendu, vous n'y voyez tous aucun avantage. Pas fous, vous y perdriez votre boulot de « partenaire » social.

La rupture vous fiche la trouille? On le sait bien, sinon vous animeriez des syndicats révolutionnaires. Les anarchistes ne sont pas surpris. Par contre à être debout sur le frein de la grève générale, à faire croire toutes les semaines que vous allez obtenir de bonnes négociations avec nos bons maîtres... Vous n'allez peut-être pas provoquer une révolution, mais une radicalisation du mouvement? Une recomposition syndicale intéressante, qui sait? Et puis, si la peur n'évite pas le danger, en jouant ainsi avec la classe ouvrière, vous ne semez certes pas sa misère, mais vous récolterez assurément une part de sa colère.

La France d'en bas en irruption

Mardi 11 juin, Église Saint-Paul. Devant nous, le flot s'écoule, interminable. 15 000 personnes pour Paris, selon France Info. En pleine manif, j'entends un minimum de 200 000 personnes. Ça devient délirant.

Les gens avancent, lancent et reprennent des slogans. « Tous ensemble, tous ensemble, grève générale! », « Retraite, on ne négocie pas! De l'argent, il y en a, dans les caisses du patronat! ». « De l'argent, on le prendra, dans les caisses du patronat! ». Et quelques autres comme ceux-là, qui font chaud au cœur, qui font même rêver à ce moment où, peut-être, on ne criera plus seulement « Y'en a marre », mais aussi « Agissons par nous-mêmes et construisons pour nous-mêmes! ».

Pour l'heure, la manif continue, bon enfant. On finit par emboîter le pas, dans une cacophonie de sifflets, de cornes de brume et de slogans. Les autocollants constellent la rue, et une agence de la SNCF n'échappe pas à une belle opération de décoration militante, « Transports gratuits » placardés un peu partout sur la vitrine. Rue Saint Antoine. Les passants nous regardent, interdits ou amusés, on en voit qui encouragent, qui lèvent avec nous le poing en signe de révolte. Je n'ai qu'une envie: qu'ils abandonnent le train-train, qu'ils nous rejoignent, qu'ils marchent avec nous vers l'Assemblée.

On avale la rue de Rivoli. Bientôt à la Concorde. Je ne sais pas encore que le service d'ordre de la CGT a tenté de refouler le cortège vers la place de la Madeleine pour protéger les flics. Je ne sais pas encore que les premiers gaz lacrymogènes qui me font tousser, viennent peut-être des bonbonnes de ces vendus.

Place de la Concorde, 20 heures. Beaucoup de monde, entre 5 000 et 10 000 personnes, mais un espace clairsemé en plein milieu où les gens vont et viennent. Aux abords du Palais Bourbon, grenades lacrymogène lancées par les CRS, jets de canon à eau qui refoulent les manifestants tentant d'approcher, grévistes aux habits trempés, aux yeux noyés de larmes... Les affrontements durent depuis l'arrivée sans violence du cortège devant les CRS à 18h30. Rien de bien méchant, non plus. Quelques objets volent en direction de la flicaille, laquelle répond par des jets d'eau et de gaz, le tout à un rythme assez régulier. Une balise de circulation est couchée à terre, descellée par les premières bordées de manifestants. Rien d'autre à première vue, et certainement pas les évocations chaotiques distillées par les médias qui parleront de dizaines de « casseurs ». Au contraire, les CRS ne semblent pas en vouloir particulièrement aux agités qui tentent d'aller au contact, mais aux manifestants qui occupent d'un peu trop près les environs de l'Assemblée. Ceux-là sont rapidement et systématiquement refoulés.

Les ordres paraissent clairs: pas d'appropriation de la Concorde par les grévistes. On le vérifie à partir de 20h30, quand les CRS commencent à charger, canons à eau à l'appui. Ça reflue vers la rue Royale, j'entends dire qu'il y a des blessés, des manifestants traînés au sol et frappés. De loin, le spectacle est écœurant: les motopompes visent et nettoient la place comme on balaye les ordures, avec la même précision méthodique. Une humiliation de plus. Certains on du mal à ravaler leur colère, une gréviste à côté de moi insulte copieusement les flics et le gouvernement puis s'en va, la gorge trop serrée pour continuer.

On se rassemble place de la Madeleine, un mur de CRS planté derrière nous. Ça discute ferme. On est encore plusieurs milliers, bien assez pour poursuivre la manif'. On s'engage dans l'avenue de l'Opéra, on parle d'aller vers la Bourse. Toujours suivis par les CRS qui chargent après quelques centaines de mètres. C'est la panique, tout le monde court, derrière la queue de manif' les canons à eau sont entrés en action. On débouche place de l'Opéra dans le désordre, certains s'enfuient dans les rues adjacentes, le gros du cortège a le temps de se réfugier dans l'Opéra Garnier. Dehors, sur le côté quelques poubelles brûlent, dérisoires barricades. Les flics approchent, on s'enferme à l'intérieur. On souffle un peu. Il paraît que nous interrompons un opéra de Mozart, les spectateurs sont sortis de la salle un peu affolés. Ils nous regardent, incompréhensifs, et souvent indignés. Certains discutent avec les infortunés (hum!) spectateurs qui ne comprennent pas notre intrusion: « Pourquoi ne pas être allés ailleurs? », « Vous n'êtes que des perturbateurs »... Il semble que nos vies ne vaillent pas un Cosi Fan Tutte. J'essaie de répondre, mais il y a comme un mur...

Au bout d'un bon moment, on s'agite dans le fond de la salle. Les CRS sont entrés par la porte des artistes, ils chargent. J'entends des cris, ça matraque. On se réfugie où on peut, je fais partie des chanceux que les CRS refoulent vers une porte de sortie, sans embrouilles. On se masse vers la bouche de métro. Il y a eu des arrestations, plusieurs dizaines apparemment. Les CRS occupent massivement la place de l'Opéra, et sans vraiment comprendre comment, je me retrouve avec un carré d'irréductibles, coincé entre deux cordons de CRS à l'entrée de la rue de la Paix. Les flics sont nerveux, ils attrapent quelques personnes à l'écart du bloc et les tabassent sous nos yeux. Nous resserrons les rangs, bras dessus bras dessous. À mes côtés, des personnels hospitaliers, des enseignants, des chômeurs. On reste là un bon moment, réchauffés par les encouragements des autres grévistes massés derrière le cordon de CRS, côté Opéra. Jusqu'à ce que ces derniers, lassés (?), s'écartent pour laisser les manifestants se rejoindre.

Des informations tombent: les interpellés sont enfermés dans une caserne, boulevard Bessières. En quelques minutes c'est décidé, un ultime cortège y va, toujours en slogans, en sifflets, souvent les poings levés. Dernière marche, éprouvante, entre les voitures. Arrivée devant la caserne, aux cris de « Libérez nos camarades! », « Police partout, justice nulle part! ». À l'entrée, l'habituel paquet de CRS qui interdit tout passage. Nous sommes environ 250 grévistes, hélas pas assez pour tenter quoi que ce soit. Une délégation parlemente à plusieurs reprises, demande des informations qui nous parviennent, évasives. L'officier responsable des lieux nous affirme n'être au courant de rien. Nous savons que les interpellés sont à l'intérieur, certains ont réussi à nous joindre par téléphones portables. On nous prend pour des cons, encore une fois.

Je quitte le rassemblement vers 1h30 du matin, enrageant de voir qu'une fois de plus, nous sommes moins forts qu'eux. Mais je sais qu'il s'est passé quelque chose aujourd'hui. Entre l'arrogance d'un pouvoir protégé par son bras armé et ses mercenaires syndicalistes, et la détermination solidaire d'une « France d'en bas » en révolte, les masquent tombent. Et apparaît, progressivement, le vrai visage de la lutte.

André Sulfide

VOILÀ DE L'ACTION DIRECTE !

Pas d'pichon pour Rungis

Pour le 10 juin, à Boulogne-sur-Mer, les grévistes ont attaqué là où ça fait mal : au porte-monnaie.

L'INTERSYNDICALE avait au programme le blocage de Capécure. Sur le port de Boulogne, plus de 6000 personnes travaillent pour la marée de 5 heures du matin à 15 heures, et les camions font la navette pour alimenter en produit de la mer le marché de Rungis.

Les dockers ont été les premiers à mettre les barrages en place vers minuit à renfort de barricade de pneus en flammes. Puis, à 6 heures du matin quelques enseignants arrivent sur les barrages relever les camarades. Il y a également des cheminots, des ouvriers de marée (dont une partie de non grévistes : ils occupent avant ou après leurs prise de postes). Au petit matin, tous les accès au port de Boulogne sont bloqués, les camions entrent mais leur sortie est impossible.

La chtiotte CGT perd le Nord

Plus tard, en centre ville, une manifestation débute avec prés de 2500 personnes pour se diriger comme prévu initialement vers Capécure. Alors que le renfort des manifestants est vivement appelé, curieusement, la tête du cortège CGT part en divaguant dans le centre ville... Nous ne sommes encore qu'une poignée à venir renforcer les barrages. La détermination des ouvriers de marée est impressionnante, la fumée des pneus indique que les barrages tiennent toujours. Premier incident, un patron de marée connu pour sa politique sociale musclée tente de forcer un barrage ; dommage pour sa Mercedes... Maintenant, elle va rouler beaucoup moins bien !

À compter de midi, une rumeur court sur Capécure : les camions vont forcer le blocus ! Ce qui est sûr, c'est que la grève n'est pas générale et que ça bosse dans les magasins de marée. Peu après, une première vague d'assaut des flics de Boulogne en tenue anti-émeute nous arrive. Le commissaire lance les sommations au rond-point de la Glacière. Manque de bol pour ses p'tits gars et lui, le vent nous est favorable et une colline pleine de cailloux les surplombe. Les flics nous repoussent avec leurs boucliers (pas de coups échangés) au delà de la barricade et les pompiers venus avec les cognes éteignent le brasier.

Honneur aux Boulonnaises

Dans le face à face qui suit le démantèlement de la barricade, les camions se préparent à partir. Mais aussitôt, des ouvrières de marée glissent des planches à clous sous les roues. Les chauffeurs ont comprennent le message et n'insistent pas. Puis, les hommes interpellent les flics qu'ils connaissent et se mélangent à eux, obligeant le commissaire à faire reculer ses troupes pour prendre de la distance et revenir à leur point de départ...

Et hop ! Une nouvelle barricade est reconstruite et enflammée. Sur les autres barrages ils arrivent qu'on laisse sortir les particuliers. Les camions ne circulent toujours pas et certains chauffeurs ont même placé leur bahut en renfort de la barricade.

À 15 heures, une compagnie de CRS de Calais déboule et prend position face à nous. Un groupe est chargé de nettoyer la colline en surplomb. Incertitudes chez les deux cents grévistes à présent regroupés. Rendez-vous est donné en cas de dispersion. Les camarades dockers, cheminots ou mareyeurs tentent de résister à la charge. les caillasses volent, la lacrymo couvre la fumée des pneus, un camarade est frappé au sol, un autre est victime d'un tir tendu.

Mais les camions sont de nouveau bloqués. Les boulonnais restent motivés pour résister aux keufs jouent avec eux au chat et la souris de rond point en rond point. Les CRS se regroupent et un nouvel affrontement s'annonce.

On t'avait pas vu avant, ti !

Le maire PS de Boulogne ramène sa fraise avec les leaders syndicaux enseignants. Il a déjà dealé avec les patrons de la marée : faire lever les barrages. Mais celui que nous tenons et qui aurait pu être levé dans l'indifférence se trouve radicalisé par la répression policière. La négociation est difficile. Très difficile !

Finalement, le maire obtient un barrage filtrant contre le retrait des CRS. Il a beau essayer de négocier des temps de passage plus longs, les manifestants restent fermes. Les filtrages continuent lentement. Ainsi, en milieu de soirée, cheminots, dockers et ouvriers de marée installeront encore deux autres barrages. De nouveau les pneus et palettes brûlent. C'est dire la force de persuasion des représentants de l'État. Finalement, vers 4 heures du matin, tout le monde part se coucher.

Un bien belle journée

Deux cents personnes auront suffit pour bloquer complètement tout un secteur économique. Alors, les syndicats prétendant ne pas pouvoir bouger faute d'effectifs nous baladent. Certes, à quatre cents, nous aurions été beaucoup plus efficaces. Faut-il souligner que des délégués syndicaux allaient bosser en saluant les grévistes ? Ah ! Si tout Capécure avait débrayé ! Boulogne aurait désespéré Montreuil...

Cette action a permis de souder les ouvriers du public et du privé. La détermination des camarades du port ou du Rail a impressionné les enseignants, comme la durée de la grève des enseignants a frappé le monde de la marée. Enfin, ce n'était pas un affrontement entre flics et casseurs mais entre forces de l'ordre et une partie de la classe ouvrière. Action directe et piquets de grève ; les tactiques sont moins rodées mais les mots d'ordre bien appliqués.

François
FA Boulogne-sur-Mer

La France d'en-bas met le feu aux poudres

LE TON MONTE. Enfin la France d'en bas passe à la télé : les locaux du Medef ont brûlé à La Rochelle. Trois manifestants dont un syndicaliste de la CGT ont été interpellés. Deux d'entre eux font l'objet d'une procédure de garde à vue. L'avocat du Medef compte porter plainte contre l'intersyndicale « pour incendie criminel et tentative d'homicide ». Des œufs, des tomates sont lancés sur l'immeuble du patronat. Un fumigène est accroché à la porte : la police reste coite. Des pneus apportés devant la porte au contact du fumigène brûlent : la police reste coite. Un gendarme énervé demande aux CRS d'intervenir pour éteindre le feu : la police reste coite. Les pompiers mettront plus de vingt-cinq minutes pour intervenir. Le bâtiment est pratiquement brûlé : la police coopère enfin et charge les manifestants à coup de lacrymogènes, rien de tel pour éteindre un feu et aider les salariés à sortir du bâtiment ! Aucun média pourtant présent sur les lieux ne se fera l'écho de cette passivité des forces de l'ordre. Aucun média ne filmera l'intervention policière, et pour cause ! De son côté, la direction régionale de la SNCF désire mener des actions en justice contre les manifestants qui ont bloqué les voies à Poitiers, Angoulême. Les pressions exercées sur les fonctionnaires s'accentuent ; contrairement aux accords en cours, les journées de grève de mai seront prélevées sur le traitement de juin. Les recteurs requièrent les enseignants pour les examens alors même qu'un mouvement de grève interprofessionnelle mobilise l'ensemble de l'Éducation. À la Réunion, les CRS chargent une manifestation devant l'inspection académique. Et la cerise sur le gâteau revient au Medef qui s'élève contre les terroristes !

Pour diviser, ils divisent... Et, malgré tout, on continue, on informe, contre-informe, surinforme les populations ! Les AG se radicalisent, les lycéens auront du mal à passer leur bac. On est prêt à acheter des masques à gaz pour poursuivrent nos actions dans les embouteillages hebdomadaires du pont d'Oléron. Et, par chez nous, c'est le bronzage qui détermine qui est gréviste ou non-grévistes. Fatigué(e)s et motivé(e)s, on persiste et signe. No Raffaràn el pont d'Olerón !

Thyde Rosell